

n°23. 86

Objet :

Occupation du domaine public

SECOURS POPULAIRE FRANCAIS

Chasse aux œufs

29 avril 2023

EXTRAIT
DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

Nous, Maire de la Ville de Digne les Bains,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213.1 et L2213.2,

VU la demande présentée par Mme Hélène DROUART, bénévole au sein du Secours Populaire, dans le cadre de l'organisation d'une chasse aux œufs,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'autoriser l'occupation du domaine public pour l'organisation de cette animation,

ARRETONS :

Article 1 : Le Secours Populaire est autorisé à occuper le domaine public le samedi 29 avril 2023 de 8h à 18h, route des Thermes, aux abords des jardins partagés, et le parcours santé, dans le cadre de l'organisation d'une chasse aux œufs.

Article 2 : L'organisateur sera responsable tant vis à vis des tiers que de la Ville de Digne-les-Bains des accidents et dommages de toute nature qui pourraient résulter de cette manifestation. A cet effet, l'organisateur devra contracter une assurance, conformément à la législation en vigueur.

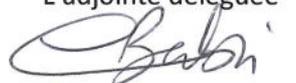
Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le Maire de la ville de Digne-les-Bains dans le délai de deux mois à compter de son affichage. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.
Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de l'affichage de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « *Télérecours citoyen* » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Le directeur général des services municipaux et les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne du présent arrêté qui sera publié dans les formes prescrites, et notifié au pétitionnaire, à la police municipale, à la police nationale.

Fait à Digne-les-Bains, le 31 JAN. 2023

Pour le Maire de Digne-les-Bains
L'adjointe déléguée




Céline OGGERO-BAKRI